

## Éditorial

*Béatrice Giblin*

Au printemps de l'année 1970, à l'université de Paris-VIII-Vincennes, qui était encore un centre expérimental universitaire, a lieu la première réunion publique de féministes. Le 26 août de cette même année, un groupe d'une dizaine de femmes dépose une gerbe sur la tombe du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe, la date est choisie en solidarité avec la grève des femmes américaines, qui célèbrent ce jour-là le 50<sup>e</sup> anniversaire de leur droit de vote. Sur leur banderole, on peut lire : « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme ».

À l'automne 1970 paraît un numéro spécial de la revue *Partisans*, publiée par François Maspero, intitulé « Libération des femmes, année zéro », qui rassemble des témoignages anonymes et des textes signés par des Françaises et des Américaines. Rappelons que le premier éditeur de la revue *Hérodote*, créée par Yves Lacoste, professeur à l'université de Vincennes, fut François Maspero. On peut n'y voir qu'une coïncidence mais ce n'est peut-être pas le cas.

1970-2010 : quarante ans de mouvement féministe : *Hérodote* a donc choisi de marquer cet anniversaire, ce qui peut surprendre car on peut se demander en quoi l'approche géopolitique – l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires – est utile pour mieux comprendre les complexes rapports de domination que, de par le monde, les hommes exercent sur les femmes.

Désormais, le terme géopolitique est utilisé pour désigner toute sorte de rapports de domination, et même à propos du football. Il est vrai que c'est le sport le plus pratiqué au monde et celui qui permet d'exprimer un nationalisme parfois sympathique, parfois nettement moins. Si l'emploi du terme géopolitique manque à l'occasion de rigueur, son emploi massif traduit néanmoins une prise en compte des lieux dans lesquels se passent les événements (pourquoi là et pas ailleurs ?), ce qui n'était pas le cas au temps des analyses marxistes dominantes.

On le sait, les études sur le genre c'est-à-dire sur les femmes, sont le fait des littéraires, des philosophes, des historiennes ou des sociologues, des ethnologues,

3

HÉRODOTE

rarement des géographes et encore plus rarement des spécialistes de géopolitique (on ne dit pas encore géopolitologue et je récuse géopoliticien qui a d'évidence une connotation négative).

### **Géographie géopolitique des situations de domination des femmes**

Les différents rapports de domination s'exercent à différents niveaux d'analyse spatiale : depuis les dominations d'envergure planétaire ou continentale jusqu'aux dominations locales, villageoises, domestiques.

Ce n'est pas parce que les femmes sont dominées dans tous les pays que cette domination est planétaire ; elle s'exerce localement dans les relations entre des familles (la question de l'héritage, la *sharia* réduit celui des filles ou des femmes à la moitié de celui de leurs frères) et au sein de chaque famille, dans le contrôle des enfants. Dans le monde musulman, en cas de répudiation, c'est le père qui emmène les enfants, surtout s'il s'agit de garçons.

La problématique des femmes en géopolitique est délicate à manier. En effet, de façon générale, les rivalités de pouvoir sur du territoire sont le fait de forces politiques plus ou moins différentes les unes des autres, différence de langue ou de religion, différence de clan, de nation, différence sociale. Les hommes qui s'affrontent dans ces rivalités ne vivent pas ensemble, même s'ils ont parfois en ville des rapports de voisinage. Les rapports de domination entre les hommes et les femmes sont d'abord des rapports domestiques, ils vivent sous le même toit et ils ont ensemble des enfants. Dans le cadre domestique, les rapports de domination entre les deux genres ne se manifestent pas sur un territoire. En revanche, quand ils sont similaires dans tous les foyers, ils ne sont plus une affaire seulement domestique mais aussi géopolitique, car ils peuvent avoir une influence déterminante sur la conception de la nation ; or il n'existe pas de nation sans territoire. En France, la liberté et l'égalité des hommes et des femmes, auxquelles s'ajoute la laïcité, c'est-à-dire la séparation des affaires religieuses des affaires politiques, sont des principes – même si ceux-ci ne sont pas toujours respectés – fondamentaux sur lesquels se construit encore aujourd'hui la nation. Leur remise en question est plus ou moins directement une remise en question de la nation et de son unité. C'est sans doute le cas quand, dans une société laïque et aussi sécularisée que la France d'aujourd'hui, de jeunes femmes françaises éprouvent le besoin d'affirmer dans l'espace public leur conviction musulmane par le port du voile, et depuis peu de temps, pour quelques milliers d'entre elles, le voile intégral.

Mais le principal type de rapport de domination à être véritablement géopolitique entre des hommes et des femmes qui appartiennent à des groupes différents, est celui des réseaux de prostitution. C'est d'ailleurs par cela que la réflexion sur

ce numéro a commencé mais nous n'avons pu ni voulu nous en tenir à ce seul rapport de domination.

La démarche géopolitique est selon nous très liée au raisonnement géographique (Giblin, Hérodote n° 130, 2008); il est alors possible de commencer d'aborder cette question des rapports entre « Femmes et géopolitique » par la géographie des situations de domination, ce qui est assez simple si l'on s'en tient à un niveau d'analyse planétaire. En effet, plus un phénomène est analysé et cartographié à petite échelle c'est-à-dire sur un vaste territoire, plus il en est simplifié car il est impossible d'en cartographier la diversité sous peine d'illisibilité. On connaît les pays où l'égalité hommes/femmes est en bonne voie comme dans les pays développés démocratiques, même si les traditions (habitudes) culturelles restent un frein à l'obtention de l'égalité car il n'est pas si facile de se départir du pouvoir surtout quand il ne s'exerce que dans un seul domaine, généralement le cadre domestique. Toutefois, cette amélioration de ce qu'on a coutume d'appeler la condition féminine ne signifie pas que, dans ces pays, des femmes, heureusement en petit nombre, ne connaissent pas des rapports de domination comparables à ceux que subissent encore la majorité des femmes dans le monde. Pour ces dernières, on le sait, les situations de domination ne sont pas identiques, avec cependant quelques points communs, et ce pour des raisons culturelles, sociales, religieuses, économiques et politiques qui se combinent les unes avec les autres dans des proportions variables. Dans les plus extrêmes, ces raisons se cumulent, plaçant alors les femmes dans des situations d'extrême violence, comme c'est le cas dans les régions de pays sous-développés touchées par des conflits meurtriers et où l'État désorganisé et sans légitimité réelle est dans l'incapacité de faire régner l'ordre. Il existe donc bien une géographie des rapports de domination subies par les femmes selon leur gravité qui peuvent faire l'objet d'une typologie. Mais en quoi est-ce nouveau et géopolitique ?

En fait, ce sont les situations géopolitiques qui sont nouvelles et ce sont elles qui contribuent à créer de nouveaux contextes favorables à l'exercice de la domination, voire de l'exploitation de femmes et, précisons-le d'entrée de jeu, celui-ci dans le cas de la prostitution n'est pas l'exclusivité des hommes même s'ils sont les plus nombreux. Il serait naïf de croire qu'il puisse exister une solidarité féminine qui transcende la hiérarchie des dominations. La très longue histoire de la prostitution suffit à le montrer : les proxénètes ont toujours travaillé avec des entremetteuses. Mais il arrive dans des cas plus rares que de nouvelles situations géopolitiques plus démocratiques créent aussi de nouvelles possibilités d'exercice du pouvoir, tant dans le domaine économique que dans celui du politique, comme l'illustrent deux articles, l'interview de la créatrice et présidente du Women's Forum et celui qui analyse la conquête par deux fois de la mairie de São Paulo par deux femmes aux origines familiales et aux itinéraires très différents

## HÉRODOTE

(M. Droulers). Avec, toutefois, la situation très particulière des pays asiatiques, où le patriarcat pourtant dominant et la condition souvent peu enviable des femmes ne sont pas des obstacles insurmontables à l'arrivée aux fonctions dirigeantes suprêmes de femmes élues. Mais, comme le montre l'article de G. Ricardeau, elles sont toujours les héritières de grands clans mariées le plus souvent à d'autres clans puissants. C'est donc plus au nom du clan qu'elles représentent que sur leur seule compétence, qui peut cependant être réelle, qu'elles sont élues.

Au-delà des points communs que recouvrent les rapports de domination, il est nécessaire d'analyser des cas précis, pour mieux comprendre et mieux agir. Mais toutes les situations de pouvoir et/ou de domination ne sont pas des situations géopolitiques, il faut que celles-ci mettent en jeu des territoires et que les caractéristiques de ceux-ci soient prises en compte (utilisées) par les différents acteurs pour servir leurs intérêts ou leurs objectifs. Comprendre pourquoi et comment tel phénomène se passe sur tel territoire et non sur tel autre n'est pas secondaire. La démarche géopolitique pour être efficace doit s'appliquer à l'analyse de cas précis, aussi les monographies géopolitiques sont-elles indispensables.

Nous avons donc fait appel pour ce numéro à des spécialistes non seulement de différentes disciplines (ethnologue, géographe, spécialiste de géopolitique, sociologue) mais qui sont aussi spécialistes de certaines aires géographiques; compte tenu du thème, ce sont (encore) majoritairement des femmes. Tous ne sont pas habitués, du fait de leur approche disciplinaire, à la prise en compte des territoires dans leurs analyses, néanmoins nous les y avons incités car nous en avons éprouvé l'utilité.

### **Les nouvelles formes du « plus vieux métier du monde » en France**

#### *Guerres, réseaux et mafias*

Si l'on parle depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle de la traite des esclaves, il n'y a pas si longtemps que l'on parle de la traite des femmes et non plus seulement de prostitution. C'est sans doute parce qu'il existe désormais une forme de prostitution comparable par certains aspects à la traite des esclaves. Rappelons que *traite* à l'origine signifiait « transport de marchandises entre différents pays » et aussi « droits perçus aux frontières sur la circulation des marchandises »; *traite* implique donc des notions de circulation ou de mouvement entre des zones géographiques délimitées par des frontières. Les réseaux de prostitution transnationaux établis parfois sur de longue distance, contrôlés par des criminels qui réduisent en esclavage sexuel des femmes achetées pour des sommes dérisoires et exploitées loin de leur pays d'origine, se trouvent en rivalité non pas tant pour le contrôle des femmes à exploiter que pour

les territoires précis où elles se prostituent. Mais, à la différence des marchands négriers, les criminels peuvent réduire en esclavage leurs propres congénères, comme c'est le cas pour les albanophones (d'Albanie et du Kosovo), des Roms de Roumanie ou des Bulgares. Néanmoins, tous ceux et celles qui travaillent sur la prostitution et sur ces réseaux affirment que ceux-ci sont heureusement peu nombreux, même s'ils sont très difficiles à connaître précisément, et que la très grande majorité de la prostitution se fait localement ou à proximité géographique du lieu d'origine.

Ainsi, la traite des femmes, et principalement la prostitution, est abordée par les territoires : ceux de départ, ceux par lesquels elle transite et enfin ceux d'arrivée, qui peuvent être proches ou lointains. La prostitution transcontinentale ou trans-régionale est plus rare mais c'est pourtant la plus médiatique, sans doute parce qu'elle est plus récente et supposée être la plus inquiétante (réseau de trafic illicite) et la plus révoltante (femmes esclaves victimes de mafieux). C'est aussi celle qui se développe avec l'accroissement des migrations, dû en grande partie à un accès plus facile aux transports de longue distance. Si la prostitution est le plus vieux métier du monde, elle a néanmoins des caractéristiques qui justifient de l'étudier sous l'angle de la géopolitique. Assurément, ces réseaux existent depuis longtemps mais certains d'entre eux ont semblé nouveaux et plus visibles à la suite de grands changements géopolitiques tels que la déstabilisation politique et économique particulièrement brutale de certains pays de l'Europe de l'Est (Moldavie, Biélorussie, Roumanie, Bulgarie), d'États de l'ex-Yougoslavie, (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Croatie, Macédoine) et de l'Albanie. Le cas de l'Albanie, traité par Maryse Chureau, montre la nécessité d'étudier le phénomène à un niveau d'analyse suffisamment précis pour que l'on puisse en comprendre la mise en place, l'organisation des réseaux, leur origine géographique, les différences entre le nord et le sud de l'Albanie, repérer les voies empruntées, les liens avec les migrations régionales antérieures comme la présence albanaise ancienne en Belgique, ce qui explique l'importance de l'implantation de la prostitution albanaise dans ce pays, l'utilité de s'implanter à proximité de frontières afin d'échapper au contrôle et à la répression policière. Les frontières et surtout leur perméabilité ont un impact sur l'existence et l'ampleur de réseaux contrôlés par des trafiquants et autres mafieux. En effet, plus les frontières sont difficiles à passer, plus le rôle des passeurs est grand, et plus leur contrôle sur les femmes est possible. Ainsi, il semblerait que depuis l'intégration des pays de l'Europe de l'Est dans l'UE les femmes soient moins prisonnières de ces passeurs car circulant plus librement. Cependant, la maîtrise d'un réseau de prostitution procurant des revenus très élevés, même si ceux-ci sont difficiles à évaluer correctement puisqu'il s'agit d'une activité illicite, il est probable que celle-ci ne soit pas abandonnée facilement. D'ailleurs, les violentes rivalités qui existent entre réseaux pour s'assurer

## HÉRODOTE

le contrôle des territoires dans les pays d'origine et dans les pays d'arrivée ne sont-elles pas le signe de l'excellent retour sur investissement que représente la prostitution ? C'est elle qui sert parfois à acquérir les capitaux nécessaires pour se placer sur d'autres trafics illicites encore plus lucratifs comme ceux de la drogue ou des armes mais dont il faut avoir les moyens, entre autres financiers, pour s'imposer dans ces milieux beaucoup plus difficiles et dangereux que celui de la prostitution.

On sait que les situations de guerre, comme celles qu'ont connues les Balkans dans les années 1990, sont favorables au développement de la prostitution locale du fait de la déstructuration de l'économie locale, de l'appauvrissement de la population, de l'absence de contrôle policier ou de la corruption généralisée et de la présence de soldats étrangers avec pouvoir d'achat. Elles favorisent aussi son développement dans les pays proches comme la Grèce et l'Italie où la mafia des Pouilles, la Sacra Corona Unita, finança la mafia albanaise pour l'achat de bateaux très rapides pour traverser le canal d'Otrante (75 km) avec des marchandises illícites (drogues, armes...) et l'actuel relatif silence médiatique sur la mafia albanaise après sa médiatisation au tournant des années 1990-2000 s'explique peut-être par le contrôle que pourrait désormais exercer sur elle la mafia italienne.

### Se prostituer pour s'émanciper ?

Les phénomènes d'immigration renforcent le caractère géopolitique des réseaux de prostitution : ce fut le cas de la mafia italienne aux États-Unis, qui a pris le contrôle de certains réseaux de prostitution, – mais s'agissait-il d'Italiennes ? – ou d'hôtels de passe avec des femmes de diverses origines, mais où venaient les Italiens immigrés. Ce fut le cas des proxénètes corses ou kabyles à Marseille ou à Paris.

Les migrations de travail sont aussi la source de réseaux de prostitution récents, comme le montre l'article de Vanessa Simoni qui étudie, entre autres points, l'organisation de la prostitution nigériane majoritairement aux mains de femmes, anciennes prostituées elles-mêmes (ce qui n'est pas en soi un phénomène nouveau), et qui sont en contact avec d'autres femmes restées au Nigeria qui assurent le recrutement des jeunes femmes. Celles-ci savent ce qui les attend : la prostitution, du moins elles s'en font une idée sans penser que la réalité sera souvent pire. Néanmoins, elles acceptent ce qu'elles perçoivent comme un travail, sacrifice nécessaire pour assurer à elles-mêmes et à leurs familles des jours meilleurs. Pour pouvoir partir, elles et leur famille, ou sur la pression de celle-ci, ont contracté une dette qu'elles rembourseront en se prostituant. Il arrive qu'au bout de quelques années certaines soient capables à leur tour de faire travailler d'autres femmes avec les revenus desquelles elles finiront de payer leurs dettes.

En France, l'augmentation de la visibilité de la prostitution, qui a conduit à la mise en place de la loi contre le racolage (Loi pour la sécurité intérieure, LSI), est principalement due au fait que la proportion de prostituées étrangères (venue de l'ex-Europe de l'Est et de l'Afrique subsaharienne, principalement Cameroun et Nigeria) est désormais nettement supérieure aux prostituées françaises, selon l'Office central pour la répression du trafic des êtres humains (OCRTEH). Les villes françaises les plus concernées sont logiquement les grandes métropoles : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux. La LSI, d'une part, et cette nouvelle arrivée de « filles » sur le marché de la prostitution, d'autre part, ont eu des conséquences sur la géographie de la prostitution. L'interdiction du racolage a rendu plus discrète la présence des prostituées sur les trottoirs du centre de Paris. Désormais réfugiées dans des voitures, elles ont de surcroît migré vers des espaces moins contrôlés par la police comme les forêts de Fontainebleau ou Sénart. La LSI a aussi eu comme conséquence de développer la prostitution hors rue (foyers d'émigrants, appartements), les contacts par Internet rendant cette forme de prostitution plus facile. Cette pratique était déjà fréquente dans des milieux de prostitution plus anciens comme ceux des femmes européennes ou des femmes maghrébines qui travaillent dans les foyers ou en studio et plus rarement sous le contrôle d'un proxénète. On pourrait dire que, d'une certaine façon, ces femmes se sont libérées, se sont émancipées en échappant au contrôle de proxénètes.

L'émancipation des femmes par la prostitution a de quoi surprendre et sans doute choquer ; c'est néanmoins la réalité, ce qui donne à imaginer la violence des situations vécues pour en arriver à ce « choix ».

### **Le lourd héritage du patriarcat**

Il est encore de très nombreux pays, s'étendant de l'ouest de l'Afrique du Nord au Japon (jusqu'à un passé pas si lointain), où les femmes sont sous la domination et le contrôle des hommes du fait d'un patriarcat puissant qui se maintient grâce à l'absence ou, au mieux, à la lente évolution de la société sur le plan économique, social et culturel. On sait dans ces sociétés le prix que payent les femmes à l'honneur familial, ou à celui du clan. Le changement de la condition de la femme au Japon étant le résultat des profondes évolutions de la société japonaise au cours du XX<sup>e</sup> siècle et principalement à partir des années 1950, on pourrait donc raisonnablement penser que le développement économique, l'amélioration des conditions de vie, la mobilité, l'accès à l'information, l'éducation seront des facteurs favorables à l'affaiblissement du patriarcat et donc à celui de l'inégalité des sexes. On sait bien que dans les classes supérieures et aisées des sociétés patriarcales, surtout dans les milieux urbains, la situation des filles

HÉRODOTE

et des femmes est nettement moins défavorable que dans les classes pauvres des milieux ruraux. Pourtant, ce sont paradoxalement dans les milieux aisés et les mieux informés de l'Inde et de la Chine que les avortements des fœtus féminins sont les plus nombreux. En effet, le changement que représente le choix d'un nombre réduit d'enfants n'élimine pas le désir d'avoir un fils ou deux et donc de refuser la naissance des filles. C. Guilmoto montre, à l'aide de cartes précises, la géographie complexe de ce phénomène en Inde et en Chine, qui s'explique pour partie, et seulement pour partie, par des facteurs évidents : urbanisation, religion, niveau de vie, informations, accès aux soins. Il montre aussi que ce comportement aux conséquences à terme très négatives sur le plan démographique changera avec l'évolution de l'ensemble de la société, comme on l'a constaté en Corée du Sud où le « sex ratio » entre les naissances des filles et des garçons est redevenu normal après une période de fort déséquilibre.

Ainsi, les histoires récentes du Japon et de la Corée devraient nous rendre optimistes sur le devenir des sociétés patriarcales, à un facteur près, celui de la religion. En effet, le Japon comme la Corée sont des pays shintoïste et bouddhiste pour le Japon, bouddhiste et chrétien pour la Corée, et au vu des sociétés très patriarcales des pays musulmans on peut se demander si l'islam ne contribue pas à leur maintien.

#### *Patriarcat et islamisme : la double peine des femmes*

Or l'évolution récente des pays musulmans méditerranéens au sens large est marquée par un recul des libertés qu'avaient acquises certaines femmes au temps des nationalismes arabes, celles des milieux aisés urbains. Les espaces de mixité hommes-femmes se réduisent, les cheveux sont de plus en plus fréquemment couverts quand ce n'est pas l'ensemble du corps, et ce alors que les femmes font des études, sont magistrates, professeurs, journalistes (voir article de V. Lavoix). Ce recul doit être apprécié en tenant compte de l'augmentation du nombre des filles dans l'enseignement secondaire (après leur puberté, période où autrefois on les retirait de l'école) et de la considérable réduction du nombre des naissances (moins rapide en Afrique noire cependant). Quant à faire une carrière politique qui permette d'accéder aux plus hautes responsabilités, cela reste encore du domaine de l'utopie (il est vrai qu'en France aussi les mentalités peuvent et doivent encore évoluer). Le récent ouvrage *Femme en colère* de Wassyla Tamzali (2009), démontre clairement le renforcement récent des situations patriarcales dans les pays arabes du pourtour de la Méditerranée avec le concours des dirigeants qui, pour maintenir leur pouvoir, donnent sans hésitation des gages aux milieux les plus conservateurs, voire réactionnaires. Ce renforcement du pouvoir patriarcal, et donc celui du contrôle exercé par les hommes sur les femmes et sur leurs espaces de

*Hérodote*, n° 136, La Découverte, 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

liberté, se trouve justifié par un retour de la pratique religieuse. Wassyla Tamzali, féministe convaincue, rappelle combien fut grand l'espoir des femmes algériennes en mars 1962, fêtant avec fierté, aux côtés des hommes, de leurs hommes, l'indépendance nationale :

Il y a quelques années, quand je devais m'identifier, je disais : « Je suis algérienne. » Se mettait en branle une suite de séquences dans lesquelles je prenais place avec toutes les femmes de mon pays, celles des campagnes, celles des villes. Défilaient devant chacun les maquisardes, les héroïnes, les Djamila (Djamila Boupacha<sup>1</sup> dont le nom est lié pour toujours à celui de Simone de Beauvoir), les images de liesse de l'indépendance, la foule des femmes d'Alger debout, cheveux au vent pour les plus jeunes, voile blanc rabattu sur les hanches pour les autres, toutes le visage découvert, éclatantes de joie et de fierté, libérées du colonialisme ; les femmes algériennes, un symbole du tiers-monde triomphant, au coude à coude avec leurs hommes. Ces images nous collaient à la peau, on nous donnait La Révolution sans restriction et, en conséquence, le droit à la liberté pour tous et l'égalité aux femmes.

### De l'utilité du mouvement féministe

La question essentielle, la seule qui vaille la peine d'être posée et pour laquelle il vaille la peine de se mobiliser, femmes et hommes ensemble, est en effet celle de la reconnaissance effective de l'égalité universelle entre les hommes et les femmes, qui n'est le plus souvent que théorique.

Assurément, le patriarcat des sociétés occidentales n'a pas été facile à affaiblir. La joie et la fierté des mères comme celles des pères d'avoir un garçon restent encore grandes et fréquentes même si la naissance des filles est désormais aussi joyeusement célébrée dans de très nombreuses familles. Néanmoins, la garantie de la survie du nom par le fils pour le père, ou le petit-fils pour le grand-père, reste une forme d'assurance et de fierté d'assurer la lignée paternelle. Le combat féministe en France n'est pas si ancien, quarante ans, et il a compté à ses débuts un bien petit nombre de militantes. Et c'est alors seulement que la question de l'égalité des sexes a véritablement été posée, ce que n'avaient pas fait la laïcité, l'école ou l'obtention du droit de vote.

Mais reconnaissons que les obstacles furent et sont moins infranchissables que dans les sociétés arabo-musulmanes postcoloniales, où porter la revendication de l'égalité des sexes dans l'espace public est beaucoup plus difficile, d'autant plus

1. Djamila Boupacha, jeune Algérienne membre du FLN, a été arrêtée, mise au secret, ignominieusement torturée et violée par les paras français. Simone de Beauvoir fut la présidente du comité mis en place pour sa défense ; son avocate était Gisèle Halimi.

que, dans les premières années de l'indépendance, cela n'apparaissait nullement comme un combat prioritaire. Seules quelques « rares et précieuses artistes [ont eu] le soin d'explorer notre visage caché... ont trouvé les mots pour dire notre invisibilité et notre force » [W. Tamzali, 2009]. Camille Lacoste-Dujardin, avec son regard d'ethnologue féministe, y a aussi contribué et y contribue encore avec son dernier ouvrage au beau titre *La Vaillance des femmes* et avec l'article écrit pour ce numéro dans lequel elle narre la longue histoire de ses rencontres avec les Berbères de Kabylie et plus particulièrement avec les femmes. En retraçant plus de cinquante ans de travaux réalisés en Kabylie ainsi que dans la diaspora kabyle française, elle met en perspective le fondement de certaines traditions et leurs particularités selon le genre de vie des différents groupes berbères. Cependant, le point commun entre tous est la domination exclusive de la patrilinéarité : hors du fils point de salut pour les mères qui n'existent pas en tant que femmes libres, autonomes et égales des hommes. Si, dans les sociétés qui furent longtemps menacées par les invasions et les conquêtes territoriales, les hommes avaient logiquement la charge de protéger les leurs en les maintenant à l'abri à l'intérieur du territoire dont ils assuraient la défense, ce n'est d'évidence plus le cas et cet enfermement au nom de la protection assurée par la force masculine ne se justifie plus depuis longtemps. À l'époque du socialisme arabe, les femmes ont bénéficié de quelques améliorations comme le rappelle l'article de V. Lavoix à propos de la Syrie. Néanmoins, la volonté de quelques-uns de se maintenir au pouvoir pour continuer à jouir de ses privilèges économiques et financiers les a contraints à passer quelque alliance avec les religieux, à leur donner des gages en contrepartie de leur appui pour rester au pouvoir, et les autorisant ainsi à assurer le contrôle d'une société qui a toute raison de se révolter contre un pouvoir inégalitaire, non démocratique et souvent corrompu. Le contexte géopolitique du Moyen-Orient a facilité cet accroissement du pouvoir des mouvements religieux. Ainsi, les conséquences indirectes des rivalités de pouvoir entre les tenants du sunnisme et les tenants du chiisme depuis la révolution islamique en Iran, il y a trente ans maintenant, ont favorisé le renouveau des formes intégristes de l'islam : les sunnites se devant d'être meilleurs musulmans que les chiïtes. D'autant plus que la République islamique d'obédience chiïte instaurée en Iran affirmait son hostilité à l'impérialisme américain et son soutien à la cause palestinienne, ce qui séduisait une partie des opinions publiques arabo-musulmanes : ces dernières, écœurées par le comportement de leurs dirigeants jugés corrompus par le modèle occidental, ont eu besoin de se montrer plus vertueuses en respectant les préceptes musulmans, engendrant un contrôle de plus en plus strict sur les femmes et l'encouragement au port du voile, signe distinctif « des femmes croyantes et vertueuses ». Comme le rappelle Camille Lacoste-Dujardin, « cette prescription coranique [le port du voile] avait en fait précisément pour but, dans l'intérêt de la bonne organisation de la nouvelle

ville-État [de Médine], de distinguer les musulmanes des “femmes serviles” afin “d’échapper à toute offense” au sein de la nouvelle ville islamique. Distinction non seulement religieuse, mais aussi de niveau social affiché supérieur au vil peuple». Pour être une femme bien, il faut porter le voile.

Citons encore quelques événements favorables au renforcement des mouvements religieux radicaux, dans un contexte de rejet de l’Occident dominateur et suffisant : la guerre du Golfe et la présence durable des Américains sur la terre sacrée de l’islam, même à la demande des dirigeants d’Arabie saoudite (on se souvient de l’écart entre les positions des dirigeants arabes et celles de leurs opinions publiques (*Hérodote*, n° 60-61) ; les attentats de septembre 2001 qui ont suscité des explosions de joie dans la « rue arabe » surtout palestinienne ; le conflit israélo-palestinien qui donne à voir les Israéliens grignoter les terres de la Cisjordanie et construire avec insolence les colonies, sans craindre de représailles économiques de leurs alliés, principalement américains, grâce à la menace que font peser sur eux les déclarations du président iranien de rayer Israël de la carte, déclaration qui se trouve crédibilisée par les tirs de roquettes sur Israël des soldats de l’armée du Hezbollah et du Hamas, tous deux soutenus par le pouvoir iranien.

### Les femmes françaises musulmanes : une nouvelle identité ?

Le retour à un comportement musulman plus rigoriste trouve des conditions favorables dans des sociétés encore très marquées par le patriarcat. En revanche, on peut davantage s’en étonner, dans une société où le patriarcat est très affaibli, où la loi donne les mêmes droits aux femmes qu’aux hommes, même si les carrières et les salaires des femmes en secteur privé sont limités du fait des maternités et parce que la majorité des hommes n’ont pas encore parfaitement admis de pouvoir être commandés par une femme, c’est heureusement de moins en moins le cas dans les générations plus jeunes où les femmes sont plus perçues comme leurs égales. Or nous assistons depuis environ vingt ans à l’affichage dans l’espace public de convictions religieuses, en particulier de la part de jeunes femmes et souvent même d’adolescentes. Disons d’entrée de jeu que pour nous, l’équipe d’*Hérodote*, ce port du voile, carrément ostentatoire quand il s’agit du voile intégral, est un acte plus politique que réellement religieux et que c’est en cela que ce comportement relève d’une analyse géopolitique.

On sait que les interprétations de la diffusion du voile, signe, selon nous et bien d’autres, de soumission, sont diverses mais que plusieurs d’entre elles reposent sur le ressentiment des jeunes Françaises de culture musulmane envers une nation française qui refuserait de faire d’elles des citoyennes à part entière en les maintenant dans le statut d’immigrées alors qu’elles sont françaises depuis parfois trois

générations. En affichant des convictions religieuses musulmanes, elles clameraient ainsi la visibilité de leur identité à jamais différente : Françaises oui, mais Françaises musulmanes. Plus personne ne conteste la véracité des discriminations à l'emploi et au logement, subies par les Français d'origine maghrébine ou subsaharienne, et qu'il est impératif et légitime de lutter contre les inégalités sociales et économiques qui marquent de plus en plus l'ensemble de la société française. Mais la lutte pour plus de justice sociale, pour plus d'égalité n'a aucune raison de passer par le religieux, et ce d'autant moins que la France est une société sécularisée et laïque où la foi est, de par la loi, une affaire privée. La marque du voile est donc le signe d'un refus, celui d'appartenir à la même nation qui prône, entre autres égalités, l'égalité des sexes; c'est affirmer que, puisque l'universalisme des droits de l'homme n'est pas respecté par ceux qui se disent en être les héritiers, cet universalisme n'existe pas et que c'est une représentation que les Occidentaux cherchent à imposer au reste du monde. La preuve la plus éclatante à leurs yeux de ce non-respect des droits de l'homme est d'ailleurs l'intolérance à l'égard de leur conviction religieuse, intolérance toute relative puisque l'islam est autorisé et que seuls l'école et certains lieux publics interdisent le port du voile

Dans un comportement et avec une revendication qui prend à revers les gens de gauche, c'est au nom de la tolérance et du respect du multiculturalisme que le port du voile est revendiqué, partout et en tous lieux. Certains affirment que c'est le libre choix des femmes et qu'au nom de la liberté, et même au nom de la laïcité (qui permet à chacun de vivre librement sa foi, oui mais en respectant la liberté de conscience de chacun), il faut accepter le voile. D'autres, que ce n'est pas si grave et que c'est devenu tellement courant dans certaines villes qu'on s'y est habitué – d'ailleurs, disent-ils, dans les campagnes françaises les femmes ont bien porté un fichu jusque dans les années 1950. Comparaison qui n'est, dans ce cas précis, pas raison. Si, en effet, dans la société française les femmes devaient se couvrir la tête dans les lieux publics et à l'église, et se voiler le visage d'un voile noir en temps de deuil d'un père, mari ou d'un frère (sans doute aussi pour les mères et pour les sœurs ?), les jeunes femmes ou filles qui se voilent aujourd'hui ne portent pas le fichu comme le portaient les paysannes (que l'on songe au célèbre tableau de *l'Angélu* de Millet où la paysanne porte un fichu et le paysan sa casquette à la main) ou parfois les ouvrières. Le voile, de plus en plus souvent, cache le cou et couvre même les épaules, aucun cheveu ne dépasse et surtout elles ne vivent en aucune façon dans un contexte comparable à celles des paysannes françaises des années 1950 à qui il pouvait sans doute arriver d'être « en cheveux » et de côtoyer les garçons au bal sans que cela ne fasse de drame. Le fichu porté par les paysannes n'était en rien la marque ostentatoire d'une conviction religieuse ni, plus insidieusement, celle d'un ordre moral (pudeur et soumission, au moins à Dieu). Or quand, dans un quartier, le port du voile devient massif, il peut devenir

## ÉDITORIAL

difficile, voire dangereux, de ne pas le porter, de vouloir continuer à sortir dans des groupes mixtes, de ne pas vouloir se voir imposer un contrôle des mœurs au nom des valeurs musulmanes, de vouloir être simplement française tout court et non pas française musulmane. On ne peut que s'inquiéter de l'échec de l'action de l'association Ni Putes Ni Soumises dans les banlieues, désormais rejetée par beaucoup de jeunes Françaises d'origine maghrébine, échec aggravé encore depuis la présence de son ancienne présidente, Fadela Amara, au gouvernement formé par Nicolas Sarkozy, car elle apparaît désormais comme ayant trahi la cause des siens. Mais on peut aussi se dire qu'il y a d'autres militantes de la cause des femmes qui peuvent être aussi musulmanes sans avoir besoin pour pratiquer leur foi d'arborer un voile et que celles-ci doivent être soutenues. Sans doute le joyeux contexte d'une nation unie et fière d'elle-même, un soir de juillet 1998, pour fêter une victoire en Coupe du monde de foot ne pouvait durer, mais on sait que cela peut exister, même si aujourd'hui les sifflets conspuant *La Marseillaise* et le déploiement du drapeau algérien au Stade de France sont les signes provocateurs de jeunes hommes qui cherchent à faire savoir qu'ils sont français mais surtout pas comme les autres.